

POLITIQUES, COMMERCIAUX, LITTÉRAIRES ET DE NOUVELLES.

VOL. XV.

MONTREAL, VENDREDI 16 AVRIL, 1852.

No. 56

LE SOCIALISME DEVANT LE BON SENS POPULAIRE.

Le capital a peur, et son instinct ne le trompe pas : Le socialiste a les yeux sur lui !!!
PRODIGES, discours du 31 juil. 1849.
(Suite et fin.)

En vérité, c'est tristesse et pitié : cela se sent le cœur, passons.
Que dirons-nous de la Banque du peuple ? de cette vaste machine qui devait changer le monde commercial, le monde industriel, le monde agricole, le monde politique, et détruire Dieu ? Nous voulions en parler à fond ; mais, dans l'intervalle, la malheureuse banque est dépecée, et le citoyen Proudhon, profitant habilement d'un accès de 10 000 fr. fait au journal *Le Peuple* (non pas à la banque, notez-le bien), par le jury parisien, a mis sous le hangar sa célèbre machine, et a envoyé au public financier le billet de part du décès.
Pauvre banque, qu'elle eût bien marché sans cette condamnation ! Après un vaste déploiement de propagande, elle avait réuni 18 000 fr. !!! Elle avait conquis un personnel dévoué, vivant fiévreusement du traitement spartiate de 1 fr 50 c. par jour. Mais, par malheur, le idéal se déchira, et le prêtre apprend que sur les 18 000 fr., 8 000 sont destinés à être mangés en frais de bureau ; que les collaborateurs du citoyen Proudhon sont soupçonnés par lui d'être vendus à la police, comme les faux témoins du père Cabot ; et, jour de la dernière adieu à ses amis qui veulent continuer son œuvre, quoiqu'il n'ait jamais compris les rudiments de la science économique, pas plus que de la logique, le nouveau Dieu d'univers leur jette du haut de la montagne cette parole infernale : *O pauperes spiritus!* O pauvres d'esprit !
Les autres socialistes n'ont pas à proprement parler de système. Que demanderai-je à Pierre Leroux, cet être triple et un, cet auteur de la triade rêver de mysticisme sans religion ? Du sentimentalisme, des phrases, de l'amour à la foi, cela ne nourrit l'estomac de personne.
Que demanderai-je à ceux qui veulent le partage ? Ils n'ont rien fait, Dieu merci, parce que la France tout entière, depuis l'ouvrier humble, depuis le paysan cultivateur jusqu'au capitaliste, s'est ligée pour arrêter leur bras. Mais si le sol de Paris, de Rouen, et d'autres villes encore, a été rongé du sang humain ; si d'illustres généraux ont trouvé la mort dans des luttes fratricides ; si des ouvriers, plus égarés que coupables, ont eu le malheur de s'armer contre la société, et d'en subir les justes punitions, à qui la faute ?
Il n'est pas une bête si honnête qui ne le dise. — Inutile donc de le répéter.

TROISIÈME QUESTION.
Messieurs les Socialistes, que feriez-vous ?
Ce que vous avez fait, lorsque vous avez le pouvoir comme Louis Blanc, le champ libre comme Cabot en Italie ; des adeptes comme les phalanstériens de Clichy, des enthousiastes comme le citoyen Proudhon. Tout cela n'est guère encourageant. Grâce à toutes ces violences ou à toutes ces folles utopies, les capitaux ont fondu au soleil socialiste, comme la neige au printemps ; ceux qui restaient ont disparu ; grâce à toutes ces belles réformes, les marchands n'ont plus vendu, les fabricants n'ont plus fabriqué, les ouvriers ont chômé et fait de la farine, les propriétaires n'ont plus touché leurs revenus, les banquiers et commerçants ont suspendu leurs paiements, les agriculteurs n'ont plus récolté leur blé, leur vin, leurs bestiaux. — Pendant qu'on parlait d'organiser le travail, le travail s'évanouit, et, pour peu que l'expérience eût duré quelques mois de plus, le Trésor public, ce réservoir pour tous les utopies socialistes, eût été fermé aux ouvriers eux-mêmes, comme il l'est depuis longtemps aux déposants de la caisse d'épargne, aux porteurs de bons du Trésor.
Voilà encore votre bilan ! si on supputait les milliards dont vos avez appauvri la France, on en reculerait effrayé.
Et bien ! si, par impossible, la nation abusée se laissait prendre au piège de nouveau, que feriez-vous ?
Je laisse ici Louis Blanc, Cabot, Victor Considérant, parce que leurs théories ne marchent jamais.
Jamais, en effet, la France ne remettra entre les mains de l'État, c'est-à-dire entre les mains de quelques ministres, la gestion de la direction de son industrie et de son agriculture. Une armée de ce genre n'y suffirait point. — Jamais non plus l'ouvrier pauvre ne sera adouci par l'ouvrier riche au partage égal. C'est le cri de la nature et de l'équité !
Jamais non plus les paysans français, les propriétaires, soit des villes, soit des campagnes, ne mettront en commun leurs champs, leurs vignes, leurs prés, leurs maisons, pour devenir les pensionnés de l'État. Vous aurez beau écrire des livres, citoyen Cabot, vous n'arriverez jamais là. Depuis des siècles, votre système existe, il est pratiqué par quelques hommes qu'on appelle les frères Jouvencé, et depuis des siècles l'humanité passe à côté de ces colonies exceptionnelles sans les voir.
Jamais enfin 1 200 ménages ne vivront dans la grande harmonie de Fourier, sinon au moins le feu, au moins à la même cuisine. Jamais ils ne s'y soumettraient sans une main de fer qui les opprimerait, et si les hommes abissaient ce joug, les femmes le briseraient bien vite.
Rêves, chimères que tout cela : et les habiles le sentent bien !
Aussi, que disent-ils à l'ouvrier, à l'homme de la campagne ? que feraient-ils surtout ?
Le partage d'entre les biens entre tous. La loi agraire est leur dernière mot. — Eh bien ! suivons-les sur ce terrain approfondissons.
Messieurs les communistes, avez-vous jamais calculé ? cela vous paraît impertinent ; mais vous nous dites des choses si étonnantes, que vous devez bien permettre qu'on vous le demande.
D'abord, savez-vous ce que le partage des terres donnerait à chacun ? le voici :
Il y a en France 52 768 600 hectares ; sur ce total, 43 000 000 hect. sont seuls propres à la culture. On estime qu'ils rapportent en chiffres ronds 2 752 000 000 fr., soit 64 fr. par hectare, tant bon que mauvais.
Sur ces 43 000 000 d'hect., 14 000 000, juste tiers, sont possédés par 3 000 000 familles, ayant en moyenne cinq terres par ménage, et possédant de 5 1/2 à 3 1/2 d'hectare par famille.
A ceux-là, vous n'ôtez rien sans doute.
14 000 000 d'hectares sont possédés par 700, 000 familles ayant une moyenne de 21 hectares par famille, et un revenu moyen de 1 000 à 1 300 francs.
A ceux-là encore vous n'ôtez rien ; voici donc 28 000 000 d'hectares non partageables.
11 000 000 d'hectares sont possédés par 1 600 000 familles, possédant 75 hectares en moyenne, qui procurent aux propriétaires un revenu net de 3 000 francs pour 5 personnes par

ménage ; c'est de l'aisance sans doute. Mais est-ce là de l'aristocratie ?
A ceux-là encore ôtez-vous quelque chose ? Non, à moins de vouloir faire passer sur tous le niveau de la misère au lieu de celui du bonheur.
Nous voilà donc 39 000 000 d'hectares. Pour arriver à 43 000 000, il n'y a que 4 000 000 ; mettez en 4 000 000 si vous voulez, par ce que sur 4 millions semblables un ou deux millions ne changent rien au raisonnement.
Or, vous laissez bien aux 23 000 familles de grands propriétaires qui possèdent 6 000 000 d'hectares, ce qui vous avez laissé à la classe précédente, 3 000 f. de revenu chaque fois que le fait de disponible que 3 à 4 millions d'hectares.
Tout admet donc à partager de 3 à 4 millions d'hectares.
Maintenant, entre qui le fera-t-on ce partage ?
D'abord, je vois au premier rang des réclamants, 3 000 000 de familles de petits propriétaires qui n'ont guère que 100 fr. de revenu provenant de leurs champs. Vous ne les repousserez pas.
Puis 900 000 familles vivant dans les villes, d'une profession, d'un métier, et qui auront droit bien naturellement à ce partage ; puis les pères des campagnes, ceux qui n'ont ni feu, ni bien, le total général sera bien près de 4 000 000 de familles, s'il ne le dépasse.
Or 4 000 000 de familles ayant à partager 4 000 000 d'hectares au maximum, chacune en moyenne aura un hectare, tant bon que médiocre, que mauvais, c'est-à-dire 64 fr. par an en moyenne.
Peut-on arriver à un plus agréable résultat ? N'est-ce pas la montagne qui accouche d'une souris ?
Mais ce n'est pas tout. Comment se résoudra la question ? Croit-on que les propriétaires déposés se laisseront faire aussi facilement, et que tout se passera sans ces froyables résistances ?
Croit-on que le peuple de France, ce peuple si honnête, si loyal, qui un mois de février prendrait les volets, prendra parti pour la spoliation ?
C'est une erreur. En France, on se souvient encore du précepte latin, *tu ne noceris pauperem* ; on se rappelle le proverbe, *qui le bien mal acquis ne profite pas*, et la résistance n'aura pas seulement pour appui les quelques familles riches attaquées, mais la masse, la grande masse du peuple.
Mais j'admets qu'il en soit ainsi que vous le voulez ; j'en tire argument pour vous adresser une autre question, messieurs du communisme.
Lorsque j'ai parlé du revenu de 64 fr. par hectare, j'ai pris pour base le chiffre actuel ; mais ce chiffre, croit-on qu'il se maintiendra ?
Si l'on dépouille 23 000 familles de propriétaires fonciers de la campagne, croit-on que les maisons des villes garderont grande valeur ?
A Paris, le terrain s'est vendu 1 000 à 1 200 f. le mètre. Croit-on qu'il vaudra 1 000 ou 1 200 f. l'hectare, lorsque personne ne sera plus assez riche pour y loger ?
A Paris et dans les grandes villes, il y a pour plusieurs milliards de marchandises de luxe, de meubles, d'argenterie, de diamants, d'étoffes de dentelles, etc.
Qu'est-ce que cela vaudra entre les mains des marchands qui le détournent, si personne ne les achète plus ? Et avec quoi les achètera-t-on, lorsque la maximum de la fortune d'une famille sera 3 000 f. de revenu pour 4 à 5 personnes ?

Que deviendront par suite les machines, le manufacturier ou le fabricant de toutes ces choses ? vendra-t-il le fer des machines comme on vend le feraille, et les maisons comme on vend le feraille ?
Or, s'il en est ainsi, où les agriculteurs trouveront-ils le placement de leurs denrées ?
On vendra encore du pain et des pommes de terre, parce qu'il faudra manger ; on vendra encore les gros vins.
Mais qui achètera de la bott-rave pour faire du sucre ?
Mais qui achètera des vins fins des crûs de Bourgogne, de la Champagne, du Beaujolais, du Médoc ? Mais qui achètera du coza pour faire de l'huile, de la garance pour la teinture, des vers à soie pour fabriquer la soie, des laines fines pour les draps, etc., etc.
Et si ces choses ne s'achètent plus, ce n'est plus 94 f. que rapportera l'hectare, mais 40 f., 30 f. à peine. La belle affaire pour les ouvriers et les cultivateurs !
Oh, mais voici une autre tactique.
On ne partageera pas dit-on, aujourd'hui dans les campagnes ; chacun gardera ce qu'il a. Mais le gros propriétaire de chaque commune paiera seul l'impôt.
Je pourrais me récrier sur l'injustice. J'aime mieux démontrer la stupidité.
J'ai dit, en effet, en m'appuyant sur de bonnes statistiques, qu'en France il y a 43 000 000 d'hectares, rapportant un produit de 2 752 000 000 f. Sur 43 000 000 d'hectares, 6 000 000 au plus constituent la grande propriété, et appartiennent à leurs propriétaires 207 000 000 f., parce qu'il faut en distraire le bénéfice du fermier. Or, l'impôt foncier monte à 300 millions. — Avec quoi la grande propriété paierait-elle l'impôt foncier ? C'est une pure chimère.
Voudrait-on l'y forcer ? On elle abandonnerait les terres devenues un intolérable fardeau, et alors la nation se trouverait dans le déplorable état que j'ai décrit, celui produit par le partage tant vanté ; ou elle les vendrait, et alors l'impôt se trouverait sans assiette.
Impossible de se représenter, voilà ce qu'aboutissent toutes ces belles théories.
Quand donc le peuple s'en lassera-t-il ?
Quand il aura réfléchi.
Et il réfléchira le jour où il le voudra ; car le bon sens est son appanage.

RÉSUMÉ.
Le socialisme n'a pas un plan fixe. C'est un amas informe de doctrines qui se combattent et d'hommes qui se haïssent. — Que la société soit un moment entre ses mains, et la France sera déclarée entre mille systèmes au fond desquels il n'y a qu'une idée : prendre pour soi et pour soi.
Le socialisme, qui n'est pas du lendemain, mais qui est de la veille, qui est de l'avant-veille, qui existe, qui rêve depuis des siècles, n'a rien fait. Lorsqu'il a voulu fonder des colonies, il a fait des dupes comme les actionnaires des phalanstères, ou des victimes comme les malheureux colons de l'Italie.
Quand, au contraire, la vieille société, cette société qu'on se représente comme si humaine, envoie ses enfants peupler une colonie nouvelle, comme l'Algérie, elle se les expédie pas à la légère et sans connaître seulement les lieux auxquels elle les destine ; elle leur donne ses ordres pour leur porter sur le rivage le dernier adieu, la dernière bénédiction de l'Église et de la patrie ; elle leur donne ses magistrats pour veiller sur eux, ses brèves officieuses pour les accompagner, son argent pour bâtir leurs demeures, ses lumières et son expérience pour les guider. Voyez et comparez.

Le socialisme ne fera rien que des ruines. Il se flâte d'avoir une idée, il s'appelle l'idée sans être qu'une idée de licence, et non de liberté ; c'est mort, et non pas de vie ; c'est la misère cachée sous l'apparence du bonheur.
Mais le peuple souffre, et n'y a-t-il donc rien à faire ?
Si fait, il y a beaucoup à faire, beaucoup à tenter.
La première chose est d'arracher du champ de la pensée ces mauvaises herbes du socialisme, qui le rendent infécond et stérile.
Mais ce travail accompli, travail négatif, je le reconnais, il n'y a pas à s'en lasser ; car des milliers d'hommes souffrent.
Il y a des institutions de prévoyance à fonder, des abus à extirper, une législation à peaufiner à amender ; il y a l'agriculture à mettre en honneur, les Landes, la Solagne, l'Algérie à coloniser ; il y a des millions d'hectares de biens communaux à mettre en valeur, non pas seulement au profit des communes, mais au profit des prolétaires qui n'ont pour toute richesse que leurs bras et leur famille. Il y a l'association volontaire à essayer entre le maître et l'ouvrier, ou par les ouvriers entre eux. — En un mot, si la société ne doit pas être relâchée de fond en comble, il y a des milliers de points de détail à améliorer.
Mais tout cela est-il facile à faire ?
Non, sans doute, autrement ce serait fait depuis longtemps ; mais c'est possible, et, si les troubles politiques ne viennent pas absorber ailleurs l'opinion publique, d'ici à peu de temps cela sera.

EXTRAITS DE JOURNAUX.
FRANCE.
Le diocèse de Paris a eu à déplorer dernièrement la mort d'un prêtre lève tout entier aux œuvres de charité. M. l'abbé Terling, avant de recevoir les ordres sacrés, avait été commerçant, et il avait vécu au milieu des ouvriers de nos villes. En entrant dans le saint ministère il résolut de se consacrer au soulagement des classes dont il avait été à même de connaître plus particulièrement les misères. Le champ ouvert à son zèle était immense ; il ne s'en effraya point, et ne fut jamais rebuté par aucune difficulté. On ne pourrait énumérer toutes les œuvres que ce zèle industrieux et actif avait recourus, ni analyser les ressources qu'il avait employées pour soulager les pauvres. Comme tous les véritables apôtres de la charité, avec rien il savait faire quelque chose, et toutes sortes de moyens misérables se convertissaient entre ses mains en de bienfaits réels et efficaces.
Entre autres choses, il avait, par exemple, imaginé une certaine œuvre de sonliers, qui lui permettait de chauffer ses amis à raison de quelques centimes. Pour résoudre ce problème, il ramassait et recevait de tous côtés des chaussettes hors d'état, et après les avoir fait repasser, ressouler et raccommoder par eux-mêmes, il pouvait offrir à tout venant un choix au milieu duquel, assurait-il, on pouvait faire parfois d'assez bonnes rencontres et où, en tous cas, on était certain, moyennant quelques centimes, de se chauffer pour plusieurs semaines. Il rendait de la sorte un service considérable à divers œuvres d'assistance et de providence.
Le zèle de M. l'abbé Terling ne se bornait pas seulement dans ces imaginations d'industrie charitable. Il avait créé dans ces der-

FRUSTRON.
LE MONTAGNARD
OU LES
DEUX REPUBLIQUES
1793—1848.
(Seconde partie—1848.)
La France n'a pas accepté la République, elle Pa subie.
C. D. V.
CHAPITRE SIXIÈME.
(Suite.)
Ce n'était plus cette femme qui, semblait s'être fait un plaisir de l'immortalité, et du vice, marchait au milieu de tous, le cœur desséché, mais le front haut et le dédain sur le visage. Par un de ces hasards étranges que le ciel se plaît à faire naître parfois, dans les natures mêmes les plus avilies, il lui revenait comme une inspiration de sa nature première, et elle reculait épouventée devant ce regard jeté sur elle-même.
« Hélas ! c'était le dernier cri de sa conscience mourante, le dernier gémissement de son ange gardien qui fuyait en détournant les yeux.
Devant elle, ces deux démons, rêveurs im-

pitoyables du mal et de la ruine, l'écoutaient avec leur égotisme inexorable, plissant leurs lèvres par un sourire plein de dédain, car ils y avaient longtemps qu'ils n'étaient plus capables d'une telle faiblesse.
Les regards de la princesse se fixèrent sur eux, et les paroles qui s'élevaient sur ses lèvres s'arrêtèrent glacées. C'était la fascination hideuse du serpent, et elle eut le rougeur au front de ce débris de sa conscience qui s'était ressuscité malgré elle.
— Ah ! ah ! ah ! dit-elle avec un rire convulsif en passant sur son front ses deux mains trempées de sueur. Ah ! la bonne folie ! le sortirez-vous que toutes ces pensées-là me soient venues un instant... à moi ! oui, à moi ! c'était risible et ridicule, n'est-ce pas ?... Quelles figures stupéfiantes !... J'ai voulu voir ce que vous diriez à entendre Olympia parler de la sorte... Je parie que vous m'avez prise au sérieux ?
— Oh ! non, répondit De Leufroy ; nous étions étonnés ; voilà tout.
Et nous allons vous faire exorciser, ajouta Faust.
— N'est-ce pas ? il ne me manquait plus alors que de me revêtir d'un cilice et de retourner à Naples ou à Florence, pieds nus et couvert de cendre.
— Vous aimez donc à jouer la comédie, répliqua Olympia.
Mais Olympia, dont le visage un instant coloré avait retrouvé toute sa pâleur mate et malade, agit brusquement le cordon de sa sonnette.

La femme de chambre entra.
— Zerline, dit-elle, apportez nous du lacrima cristallin et des verres.
— A la bonne heure ! dit De Leufroy, vive Olympia ! vive la princesse Pallianci.
On avait apporté le lacrima-cristallin et les verres étaient pleins.
La princesse vida le sien avec une vivacité fébrile.
— Du vin ! du vin !... répéta-t-elle en tendant son verre.
Et elle se mit à chanter d'une voix qui glissait frissonnante entre ses dents serrées, une chanson florentine.
— Bravo ! bravo !... Quel jour nous présentez-vous le marquis de Saverney ? dit De Leufroy.
— Quand la victime sera prête et consommée de fleurs, répondit Olympia avec un rire forcé. Du lacrima ! du lacrima !
Et elle se mit à chanter, après quoi elle s'écria :
— Messieurs, vos verres sont pleins faites moi donc raison.
Faust n'avait pas pris le change, et la regardait attentivement.
— Ma chère Olympia, fit-il, en se levant et en faisant signe à De Leufroy de la suivre, il se fait tard, nous allons vous laisser ; à sept heures et demie je viendrai vous prendre pour vous conduire à l'opéra.
— Bien je vous suivrai.
Et tous deux sortirent.
— Ah ! ça, dit Faust à son compagnon, on

descendait l'escalier Olympia serait-elle troublée ?
— Qu'est-ce que cela fait ? dit De Leufroy. Si elle l'est, c'est une phase qui ne lui durera pas longtemps. D'ailleurs, vous le savez, mon cher Faust, on a toujours de petits moyens à sa disposition, et quand le moment sera venu, on y mettra bon ordre.
Dès que la princesse Pallianci fut seule, elle jeta violemment à terre son verre qui se brisa.
— Oh ! les cœurs lâches et misérables, dit-elle, ils n'ont plus même ce que j'ai parfois, des remords !...
Puis de s'évanouir, et déjà, bien des faits s'étaient accomplis. L'ambition, la haine et l'orgueil de La Villière avaient apporté une nouvelle vie à ce corps expirant des sociétés secrètes que les émentiers travaient dans la lie des cafentours ; mais sa vengeance ne pouvait se contenir des lenteurs d'une vague conspiration ; chaque jour qui s'écoulait faisait bouillir son cœur impatient.
— Déjà, il s'était réuni avec Faust, et De Leufroy et les principaux chefs ; un plan des plus audacieux avait été combiné, des agents pénétraient dans les provinces et prévenaient le signal qui devait, sur tous les points de la France, allumer à la fois l'incendie et la révolte, auquel répondait aussitôt la Suisse, l'Allemagne et l'Italie, ces trois foyers ouverts aux divergents révolutionnaires. Le *nouveau alphabet* fonctionnait dans son plus parfait ensemble, et il fut à l'heure que d'était que l'insouvenance ingénieuse de Barason-La Villière de-

minait cette tourbe dépravée et fangeuse par la puissance réelle, impérieusement absolue que devait donner l'argent sur des mendicants affamés et cupides, car il appréciait à sa juste valeur le personnel de cette armée de brigands rangés sous la même bannière, et l'avait appelé à lui comme Passassin appelle le poignard, l'empoisonneur, le poison mortel.
Déjà, par ses soins, une commission d'action était organisée ; chacun avait son rôle.
Oh ! que La Villière était changé ! Celui qui, après l'avoir entendu il y a quinze jours, au milieu de ses rêves d'orgueil et de vanité, l'écoutait aujourd'hui, celui-là se demanderait comment la nature d'un homme peut changer ainsi, comment le cœur peut à ce point se tromper dans le fiel et dans le venin.
C'est qu'il avait marché sur une pente raide où chaque caillou que touche le pied donne la pensée d'un crime ; c'est qu'on ne peut pas entrer à demi dans les flots tumultueux de la horde démagogique ; une fois là, on ne s'appartient plus ; on est à la destruction, au pillage, à l'incestueuse, à la profanation de toutes les choses vénérées.
De son côté, l'italien Marini n'avait pas été malheureux dans ses recherches, et douze à quinze jours s'étaient à peine écoulés depuis son entrevue avec le citoyen Barason, qu'il arrivait un matin chez lui, porteur de trois dossiers, très en règle, puisés aux sources maternelles de la police.
Lorsque Marini demanda à être introduit, La Villière était dans un de ces moments de sombre méditation pendant lesquels son cer-

37 Voir la 4e page